

Le Parti travailliste doit rejeter la définition biaisée de l'IHRA qui entrave la défense des droits palestiniens

27 août 2018 / **Par** [Palestinian civil society groups](#) / [UK](#)

La société civile palestinienne a diffusé une déclaration incitant le Parti travailliste et les syndicats britanniques à rejeter la définition de l'antisémitisme par l'IHRA [International Holocaust Remembrance Alliance/Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste], définition incorrecte et anti-palestinienne, qui cherche à confondre antisémitisme et critique d'Israël. Cette définition vise à faire taire toute critique des politiques israéliennes qui violent clairement les droits humains palestiniens.

Saluant la croissance significative ces dernières années des politiques progressistes centrées sur la justice sociale et l'internationalisme au Royaume-Uni, en particulier à l'intérieur du mouvement ouvrier, nous, syndicats palestiniens, organisations et réseaux de masse, représentant la majorité de la société civile palestinienne, appelons le parti travailliste britannique, les syndicats, les conseils municipaux, les universités et la société civile dans son ensemble à rejeter la [définition de l'antisémitisme donnée par l'IHRA, définition fausse et anti-palestinienne](#).

Cette définition, non contraignante juridiquement, cherche à effacer l'histoire palestinienne, à diaboliser la solidarité avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, à supprimer la liberté d'expression, et à protéger

le régime d'extrême droite d'Israël – un régime d'occupation, de colonialisme et d'[apartheid](#) – de toute mesure efficace pour lui faire rendre des comptes en accord avec le droit international.

Les directives [discréditées](#) de l'IHRA [confondent](#) délibérément l'hostilité contre les Juifs ou les préjugés et la discrimination à leur égard d'un côté et les critiques légitimes des politiques et du système d'injustice d'Israël de l'autre.

L'année dernière, les Palestiniens ont commémoré les 100 ans de la Déclaration Balfour, qui a joué un rôle important en soutenant et enracinant la colonisation sioniste de la Palestine. Cette déclaration britannique typiquement coloniale a constitué une [déclaration de guerre](#) contre notre peuple. Elle a facilité la naissance de l'état d'exclusion d'Israël qui maintient un [régime d'apartheid](#) et opprime systématiquement le peuple autochtone palestinien, nous arrachant nos droits fondamentaux et reconnus par les Nations Unies, dont le droit à l'égalité, le droit à l'auto-détermination et le droit de retour de nos réfugiés dans leurs foyers d'origine.

Nous sommes d'accord avec les personnalités palestiniennes britanniques qui ont [affirmé](#) que :

[T]out usage par des institutions publiques des exemples d'antisémitisme de l'IHRA qui, soit empêche une discussion relative à notre dépossession par nettoyage ethnique, quand Israël a été établi, soit [essaie de réduire au silence des discussions publiques](#) sur les pratiques courantes ou passées du colonialisme d'occupation, de l'apartheid, du racisme et de la discrimination [israéliens], et sur la violente occupation militaire en cours, contrevient directement aux droits fondamentaux. D'abord, les droits inaliénables du peuple palestinien qui restent protégés par les droits et les conventions internationaux ; et ensuite, les droits de tous

les citoyens britanniques qui se tiennent à nos côtés, dans la solidarité de la commune humanité.

Nous reconnaissons la pression sévère exercée sur les institutions publiques, au Royaume-Uni et globalement, pour qu'elles adoptent cette définition politisée et frauduleuse de l'antisémitisme. Nous voudrions déclarer que celles du Royaume-Uni ont une obligation particulière, morale, politique et sans doute juridique, de réparer les crimes britanniques passés et actuels contre le peuple. Nous les appelons à :

1. **Soutenir constamment la loi du Royaume-Uni sur les droits humains, la Déclaration sur les défenseurs des droits humains des Nations Unies et le droit à la liberté d'expression**, dont celui de raconter l'histoire coloniale bien documentée de la Palestine, de plaider pour les droits palestiniens, de décrire le régime d'oppression d'Israël comme raciste ou constituant un apartheid, et d'appeler au Boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) contre Israël en tant que mesures non-violentes de reddition de comptes pour imposer qu'Israël se conforme à ses obligations selon le droit international et au respect des droits palestiniens.
2. **Soutenir sans équivoque les droits stipulés par les Nations Unies du peuple de Palestine**, en particulier :
 - le droit de vivre libre de toute occupation militaire dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est ;
 - le droit à la pleine égalité des citoyens palestiniens d'Israël qui souffrent actuellement d'un système de discrimination raciale légalisé et institutionnalisé ;
 - le droit inhérent et garanti juridiquement des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers d'origine, nettoyés ethniquement pendant la Nakba et jusqu'à aujourd'hui.

3. **Adopter officiellement un embargo militaire sur Israël**, ainsi que le demandent la société civile palestinienne, l'Internationale socialiste, des partis politiques du Royaume-uni (dont les Démocrates libéraux, les Verts et le Parti national écossais), le Congrès des syndicats britanniques (TUC), de nombreuses ONG de développement (dont Oxfam et Christian Aid), des dizaines de parlementaires britanniques, des villes de toute l'Europe, Amnesty International, des personnalités mondiales, entre autres. Rien qu'en 2017, les exportations d'armes du Royaume-Uni vers Israël atteignaient \$284m, un nouveau record.
4. **Condamner sans ambiguïté toutes les formes de racisme et de sectarisme, dont plus de 60 lois racistes d'Israël**, en particulier sa plus récente loi constitutionnelle, la Loi fondamentale de l'état-nation juif, qui « consacre la suprématie juive » et l'apartheid, tel qu'il est défini par les Nations Unies.

Adopter la définition de l'IHRA (avec ses exemples) ne ferait pas que diaboliser notre lutte actuelle pour la libération et l'auto-détermination. Cela « réduirait aussi au silence toute discussion publique [au Royaume-Uni] de ce qui est arrivé en Palestine et aux Palestiniens en 1948 », comme plus de 100 groupes noirs, asiatiques ou d'autres minorités ethniques (BAME) au Royaume-Uni en ont mis en garde. Cela glacerait aussi la défense des droits palestiniens, en particulier en vilipendant et en calomniant notre mouvement non violent de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en faveur des droits palestiniens.

Ancré dans notre héritage de résistance populaire de plusieurs décennies et inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et le mouvement des droits civiques américain, le mouvement BDS nominé pour le prix Nobel de la paix est soutenu par une écrasante majorité de la société civile palestinienne. Il a aussi l'aval de mouvements progressistes

représentant des millions de personnes dans le monde entier, dont un nombre en croissance rapide de jeunes Juifs nés au 21^e siècle.

BDS [s'enracine](#) dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et [adhère](#) à la [définition onusienne de la discrimination raciale](#). En conséquence, « il ne tolère aucun acte ou discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme anti-noir, le racisme anti-arabe, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie ».

Redéfinir le racisme contre une communauté particulière pour servir le but politique d'exclure ou de vilipender le combat contre les autres formes de racisme est immoral et directement raciste. Cela devrait être condamné par tous les progressistes moralement cohérents.

L'échec total d'Israël à supprimer la croissance impressionnante de BDS dans le monde entier au cours des dernières années l'a poussé à redéfinir l'antisémitisme pour calomnier notre mouvement strictement [anti-raciste](#).

Comme des [intellectuels juifs britanniques et des experts juridiques de premier rang](#) l'ont affirmé :

Critiquer les lois et les politiques de l'état d'Israël comme racistes et en tant qu'elles correspondent à la définition de l'apartheid n'est pas antisémite. Appeler pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions contre Israël pour s'opposer à ces politiques n'est pas antisémite.

Nous sommes d'accord avec l'analyse de plus de [quarante organisations juives pour la justice sociale](#) dans le monde entier, analyse selon laquelle nous vivons « dans un ère effrayante, avec un nombre croissant de régimes autoritaires et xénophobes dans le monde, le premier d'entre eux étant le gouvernement Trump, s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël tout en faisant cause commune avec des groupes et des partis suprémacistes blancs antisémites et racistes ».

Nous nous faisons aussi l'écho de leur appel :

Nous incitons nos gouvernements, municipalités, universités et autres institutions à rejeter la définition de l'IHRA et de prendre à la place des mesures effectives pour vaincre la haine et la violence nationaliste ou suprémaciste blanche et pour mettre fin à la complicité avec les violations par Israël des droits humains.

Nous n'avons besoin de la permission de personne pour raconter notre histoire, défendre nos droits inhérents et inaliénables ou pour mobiliser une solidarité internationale de principe avec notre lutte pour la mener à bien.

Mais nous attendons des partis politiques orientés vers la justice sociale, comme le Parti travailliste et les syndicats progressistes, qu'ils contribuent effectivement à mettre fin à la complicité britannique dans le système d'oppression d'Israël qui dénie nos droits, qu'ils protègent le droit à la liberté d'expression et qu'ils se dressent du bon côté de l'histoire. Nous attendons d'eux qu'ils nous aident dans la lutte contre l'apartheid et pour les droits égaux de tous les humains quelle que soit leur identité. Est-ce trop demander ?

Signataires:

- General Union of Palestinian Workers
- Global Palestine Right of Return Coalition
- Palestinian Union of Postal, IT and Telecommunication workers
- Union of Professional Associations
- Federation of Independent Trade Unions
- Palestinian Journalists' Syndicate
- Palestinian New Federation of Trade Unions

- General Union of Palestinian Teachers
- General Union of Palestinian Women
- General Union of Palestinian Peasants
- Union of Palestinian Farmers
- General Union of Palestinian Writers
- The Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees (PFUUPE)
- Palestinian Camps Boycott Movement-Lebanon (33 organisations from 11 refugee camps)
- Palestinian NGO Network (PNGO)
- Palestinian National Institute for NGOs
- Popular Struggle Coordination Committee (PSCC)
- Grassroots Palestinian Anti-Apartheid Wall Campaign (STW)
- Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)
- Union of Palestinian Charitable Organizations
- Women Campaign to Boycott Israeli Products
- Civic Coalition for the Defense of Palestinian Rights in Jerusalem
- Occupied Palestine and Syrian Golan Heights Initiative
- Agricultural Cooperatives Union

[Trad. CG pour BDS]

Source :
<https://bdsmovement.net/news/labour-party-must-reject-biased-i-hra-definition-stifles-advocacy-palestinian-rights>